Monsieur le Premier Ministre, il y a aussi Mélanie, Françoise, Lisa, Fatiha et toutes les autres…

Réponse de Elio Di Rupo à notre lettre ouverte

Madame la Présidente,

Grand merci pour ces témoignages, très éclairants quant aux difficultés que rencontrent un grand nombre de citoyens en ce moment, et particulièrement les femmes.

La protection des personnes les plus vulnérables, vous le savez, est au cÅ“ur de mon engagement politique. Tout le travail que j'accomplis à la tête du Gouvernement fédéral, dans un contexte de crise économique aiguë, vise précisément à leur garantir une solide protection sociale et à leur offrir de nouvelles perspectives. Qu'il s'agisse d'améliorer le pouvoir d'achat, de faciliter l'accès au logement ou de relancer l'économie pour créer des emplois, je me bats sans relâche, sept jours sur sept.

Les témoignages que vous m'avez confiés renforcent un peu plus encore ma détermination à lutter contre les fausses fatalités et les injustices sociales. J'en tiendrai compte, bien évidemment, et je penserai à ces femmes, à leurs difficultés et à leurs attentes, chaque fois qu'une nouvelle mesure devra être prise.

Veuillez agréer, Madame la présidente, l'assurance ma meilleure considération.

Elio Di Rupo

Lettre ouverte à Elio Di Rupo

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons écouté avec intérêt votre Déclaration de Politique générale et nous avons tout particulièrement apprécié la place que vous y avez donnée aux difficultés rencontrées par Kevin et Frédéric :
« *Je cite un extrait de la lettre que Kevin m'a écrite : 'Avec ma femme, nous sommes une famille travaillant dur. […] Tout ce que nous gagnons, nous le dépensons pour payer les factures d'énergie, les taxes diverses, le carburant et les denrées alimentaires dont les prix sont de plus en plus élevés […]. Allons-nous aussi basculer dans la pauvreté, bientôt plus personne n'aura de boulot, ou devons-nous aussi accepter de réduire notre salaire ? Parce qu'actuellement, nous vivons déjà à la limite je*

pense.’ »

« *Frédéric m’écrivait ceci il y a quelques semaines : ’Moi, ce que j’espère, c’est que mon fils ne tombera pas malade, qu’il n’abîmera pas ses chaussures en jouant à la récréation, qu’aucun imprévu ne surviendra.’* » [1]

Monsieur le Premier Ministre,

Vous avez évidemment raison de vous soucier des difficultés des citoyens et citoyennes. Mais nous souhaitons vivement que cet intérêt dépasse la déclaration gouvernementale. C’est pourquoi Vie Féminine a décidé de suivre l’exemple de Kevin et Frédéric en vous faisant parvenir les témoignages de femmes – oui, il s’agit ici de femmes – que nous rencontrons dans notre réseau. Vous verrez ainsi que leur quotidien est particulièrement marqué par le contexte d’austérité du moment. Quant à leur avenir, il n’augure rien de bon.
Pour ce premier courrier, nous avons le plaisir de vous faire part des témoignages de Mélanie, Françoise, Lisa et Fatiha.

Mélanie, 37 ans, seule avec un enfant à charge
« *Le papa de ma fille est parti quand j’étais enceinte. Il s’est fait porter disparu pendant 6 ans, donc pas de pension alimentaire. J’ai perdu ma maison que je n’arrivais plus à payer. Après quelques contrats de travail très précaires, je suis tombée au chômage. En plus de rechercher activement un emploi, j’ai suivi plusieurs formations. Malgré tout cela, je ne trouve pas d’emploi. Mes allocations de chômage sont de plus ou moins 1000 €. Mon loyer est de 500 €. Pour l’énergie, j’ai un compteur à budget de 150 €. L’hiver, je commande du pétrole car je ne peux commander du mazout, trop cher. Ensuite, j’ai mes factures comme le téléphone, internet qui est mon seul hobby, les assurances, la mutuelle, les étalements de paiements, l’huissier… En gérant un maximum, il me reste à peine 150 € pour le budget nourriture qui doit aussi comporter, si possible, une marge en cas de maladie. Ceci uniquement pour ma fille, car moi j’essaie de me soigner par moi-même.* »

Françoise, 53 ans, isolée au chômage
« *Je suis au chômage depuis trois ans suite à une restructuration au sein de l’entreprise qui m’occupait. J’ai de nombreux frais médicaux et je dois en plus prendre en charge des frais d’avocat suite à des problèmes familiaux. Après avoir payé (souvent en retard) mon loyer et mes factures d’énergie, il ne me reste plus grand-chose pour vivre le restant du mois. Je dois rogner sur l’alimentaire. Il m’arrive de recevoir des vivres de mes voisins ou encore de reprendre le repas que ma maman reçoit en home, lorsqu’elle ne souhaite pas le terminer. Même les repas sociaux restent chers et inaccessibles pour moi. Quant aux médicaments que je dois prendre, je n’ai tout simplement pas les moyens de les acheter régulièrement, ce qui provoque des réactions en chaîne.* »

Lisa, 24 ans, cohabitante, en formation d’insertion socioprofessionnelle
« *J’ai découvert le métier de valoriste durant la formation que je suis depuis janvier 2012. Pour accéder à ce métier, je devrais passer par une formation de 18 mois organisée par une Entreprise de Formation par le Travail. Suite aux informations que je viens de recevoir concernant la réforme des allocations d’insertion, je me demande si ce n’est pas un luxe de gaspiller 18 des 24 mois qu’il me reste avant de voir mes allocations supprimées. Je me dis qu’il serait plus raisonnable de travailler dans un premier temps dans l’HORECA pendant un an pour devenir allocataire sur base du travail et ne plus être soumise à ce compteur des 36 mois… L’HORECA est un domaine dans lequel j’ai déjà travaillé, mais que j’avais décidé de quitter en raison des conditions de travail que l’on connaît.* »

Fatiha, 29 ans, à la recherche d’un emploi
« *Mon parcours professionnel a commencé chez Belgacom sous contrat à durée déterminée avec la*

promesse à moyen terme d'un contrat à durée indéterminée. Désillusion lorsque j'apprends, au bout de deux ans (soit 4 contrats de 6 mois), qu'il n'y a pas de place vacante pour un cdi. Après 8 mois de chômage, je suis engagée chez feu Dexia Banque dans un contrat de remplacement de 8 mois à la suite duquel j'enchaîne des cdd pendant un an et demi jusqu'à mon accouchement. Avant mon départ, on me propose de revenir après mon repos d'accouchement. Je me mets donc à chercher une crèche pendant ma grossesse et miracle, je trouve une place. Mais aujourd'hui, j'ai une place en crèche mais pas de travail ! Je suis à la recherche active d'un emploi, ma fille fréquente à mi-temps la crèche où on me demande régulièrement où en est ma recherche d'emploi. Réel intérêt pour ma situation ou pression pour me rappeler que je vole la place à un enfant dont les parents travaillent ? De plus, comme je suis cohabitante, mes allocations ont été diminuées de 30 % environ. Il n'est pas nécessaire de vous préciser que mes charges, elles, n'ont subi aucune diminution ! »

Comme vous le voyez, Monsieur le Premier Ministre, les témoignages et messages que nous recevons des femmes vont tous dans le même sens. L'austérité pèse lourdement sur leurs épaules déjà surchargées. Certaines d'entre elles sont, comme vous le dites bien, au bout et à bout ! Elles n'y arrivent plus. Et les mesures décidées par votre gouvernement ne feront que les enfoncer encore un peu plus.

Monsieur le Premier Ministre,

Pourquoi, malgré ces témoignages que vous dites recevoir par centaines, votre gouvernement a-t-il pris des mesures qui affectent à ce point les plus précarisé-e-s d'entre nous ? Pourquoi, au lieu de renforcer encore les inégalités et les injustices, votre gouvernement ne soutient-il pas toutes celles et tous ceux qui subissent de plein fouet les conséquences de politiques d'austérité qui nous mènent droit dans le mur ?

Pour éviter que la crise financière ne serve de prétexte à une terrible régression sociale, un renforcement radical de la solidarité et de la justice s'impose, de toute urgence. Ce n'est malheureusement pas le chemin que votre gouvernement semble avoir choisi …

Contact :
Hafida Bachir
Présidente nationale
presidente-nationale@viefeminine.be
t. : 02 227 13 01 | gsm : 0487 27 67 37

Notes

[1] http://premier.fgov.be/fr/d%C3%A9claration-de-politique-g%C3%A9n%C3%A9rale-tenir-le-cap-du-redressement-durable.